

Cote du document: EB 2020/129/R.18
Point de l'ordre du jour: 7 c) i) c)
Date: 9 mars 2020
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don

République islamique du Pakistan

Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela II

Numéro du projet: 2000002331

Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Nigel Brett
Directeur régional
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2516
courriel: n.brett@ifad.org

Hubert Boirard
Directeur de pays
téléphone: +39 33 8320 2446
courriel: h.boirard@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre Mc Grenra
Cheffe
Gouvernance institutionnelle et
relations avec les États membres
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-neuvième session
Rome, 20-21 avril 2020

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
II. Description	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	5
E. Coût, avantages et financement	5
III. Risques	8
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement du risque climatique	9
D. Soutenabilité de la dette	10
IV. Exécution	10
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	11
C. Plans d'exécution	12
V. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VI. Recommandation	13

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework

Équipe d'exécution du projet

Directeur régional:	Nigel Brett
Directeur de pays:	Hubert Boirard
Responsable technique du projet:	Richard Abila
Responsable des finances:	Alaa Abdel Karim
Spécialiste climat et environnement:	Candra Samekto
Juriste:	Paul Édouard Clos

Sigles et acronymes

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA11	Onzième reconstitution des ressources du FIDA
GLLSP	Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela
ODD	Objectif de développement durable
PAM	Programme alimentaire mondial
PC-I	Formulaire de projet du Gouvernement
PTBA	Plan de travail et budget annuel
4P	Partenariat public-privé-producteurs
S&E	Suivi-évaluation
UGP	Unité de gestion du projet

Carte de la zone du projet



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.
 Source: FIDA, 02/10/2019

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République islamique du Pakistan
Organisme d'exécution:	Département de la planification et du développement du Gouvernement du Baloutchistan
Coût total du projet:	72,801 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	60,155 millions d'USD
Conditions du prêt du FIDA:	Mixtes
Montant du don du FIDA:	3 millions d'USD
Contribution de l'Emprunteur/bénéficiaire:	8,654 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	0,992 million d'USD
Montant du financement de l'action climatique accordé par le FIDA:	9,935 millions d'USD
Institution coopérante:	FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 59.

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. La République islamique du Pakistan est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, dont l'économie est dominée par le secteur tertiaire (59%), suivi par l'agriculture (21%) et le secteur secondaire (20%). Situé au 23^e rang des États en situation de fragilité (sur 178 États évalués), le Pakistan compte 207 millions d'habitants, ce qui en fait le sixième pays le plus peuplé au monde. Soixante pour cent des habitants résident en milieu rural, 29% vivent sous le seuil de pauvreté et 38% sont employés dans le secteur agricole.
2. Le Pakistan occupe la 150^e place sur 189 pays selon l'indice du développement humain et la 148^e place sur 149 pays au classement 2018 de l'indice mondial des disparités entre hommes et femmes. Le Pakistan arrive aussi en 77^e position (sur 113 pays) dans le classement de l'indice de la sécurité alimentaire dans le monde. Au Pakistan, près de 37% de la population est touchée par l'insécurité alimentaire et le taux de retard de croissance s'élève à 40,2%. Une femme sur sept souffre d'insuffisance pondérale.
3. Sur le plan démographique, le segment des moins de 30 ans représente 64% de la population pakistanaise, auxquels s'ajoutent 29% de jeunes âgés de 15 à 29 ans. Seuls 32% des jeunes sont alphabétisés et seuls 6% d'entre eux possèdent des compétences techniques.
4. Dans son document "Vision 2025" et son programme Ehsaas, qui vient d'être lancé, le Pakistan s'engage à réaliser les objectifs de développement durable (ODD).

Aspects particuliers relatifs aux questions que le FIDA doit transversaliser en priorité

5. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le projet a été validé comme:
 - incluant des fonds pour l'action climatique;
 - axé sur la nutrition;
 - axé sur les jeunes.

Justification de l'intervention du FIDA

6. Le projet proposé ici constitue la deuxième phase du Projet d'appui aux moyens de subsistance dans les districts de Gwadar et Lasbela (GLLSP) financé par le FIDA (achevé en septembre 2019), qui couvre deux districts (Gwadar et Lasbela) situés dans la province du Baloutchistan. Sur le plan géographique, le Baloutchistan est la deuxième plus grande province du Pakistan (occupant 44% de la superficie terrestre du pays), mais est aussi la moins peuplée (6% de la population). Dans cette province pakistanaise, on compte 80% de zones rurales, le taux de pauvreté s'établit à 75% et plus de 40% de la population a moins de 25 ans. Les districts cibles affichent des niveaux de pauvreté élevés. Dans cette région à prédominance rurale, les ménages (environ 133 000 au total) sont essentiellement tributaires de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, et les

ressources sont exploitées de façon non durable. Les femmes en particulier sont défavorisées sur le plan social et économique, et il y a tout lieu de s'alarmer de l'état nutritionnel et du niveau de sécurité alimentaire. Les investissements consentis en faveur du perfectionnement des compétences des jeunes demeurent faibles. Les possibilités de développement des compétences sont considérables dans le secteur des pêches, de l'élevage et de l'agriculture, ainsi que pour les jeunes, si l'on utilise la juste combinaison d'investissements en faveur des infrastructures, du renforcement institutionnel et du développement des filières.

7. Le projet proposé vise à consolider les résultats déjà obtenus. Au cours de la première phase, le projet a permis de constituer un réseau de plus de 3 500 organisations communautaires, étendant la couverture physique du projet à 90% des villages des districts de Gwadar et Lasbela. Le projet a donné naissance à des modèles particulièrement efficaces de développement piloté par les communautés; toutefois, le projet n'a pu atteindre une couverture plus globale, en raison d'un manque de ressources, de l'absence de structure institutionnelle pour le développement communautaire et de diverses lacunes en matière d'affranchissement de la pauvreté. Le réseau communautaire existant jette les bases d'une couverture complète et permettra, avec quelques ajustements, de combler les lacunes en s'appuyant sur les enseignements tirés de l'expérience et, surtout, sur de nouvelles approches de l'affranchissement de la pauvreté.

Le développement des filières de la pêche, la mise en place d'une structure institutionnelle à l'appui du développement communautaire, l'affranchissement de la pauvreté (mettant l'accent sur les jeunes et les femmes) et la résilience face aux changements climatiques sont quelques-uns des éléments phares du GLLSP II.

8. Les données d'expérience tirées des autres projets financés par le FIDA actuellement en cours (le Programme national d'affranchissement de la pauvreté et le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab) ont été prises en compte dans la conception du projet et les questions transversales prioritaires (nutrition, sécurité alimentaire et changements climatiques) seront intégrées en étroite collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome [l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM)].

B. Enseignements tirés

9. Les principaux enseignements tirés de la mise en œuvre de la première phase du GLLSP et d'autres projets du FIDA menés ailleurs dans le pays peuvent être résumés comme suit:

<i>Enseignements</i>	<i>Prise en compte dans la conception</i>
Une approche à plus long terme s'impose dans le travail aux côtés des pauvres et l'engagement des ressources pour atténuer durablement la pauvreté.	Reproduction à plus grande échelle des modèles éprouvés qui ont été mis à l'essai dans le cadre du GLLSP I et institutionnalisation du développement rural participatif.
L'infrastructure matérielle communautaire axée sur les organisations communautaires ne correspond généralement pas aux besoins et priorités générales des villages.	La priorité sera donnée aux infrastructures matérielles communautaires à l'échelle de tout le village et les allocations par infrastructure seront augmentées pour renforcer l'impact et rationaliser le fonctionnement et l'entretien des infrastructures.
Les problèmes liés aux capacités et aux processus qui ont affecté la conception et la mise en place des jetées et des infrastructures d'appui ont ralenti la mise en œuvre de la phase I.	Adoption d'une démarche proactive pour mettre à profit les capacités de conception et d'exécution qui ont été renforcées ces dernières années dans le cadre du projet de Couloir économique Chine-Pakistan et les combiner avec une assistance technique.
Démarrage tardif du projet dû à des retards dans la formulation et l'approbation du formulaire de projet du Gouvernement (PC-I).	Mesures prises en amont pour préparer le PC-I avec l'appui technique du FIDA.

II. Description

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

10. **Objectif de développement du projet.** Accroître durablement les revenus et améliorer les moyens d'existence des ménages de pêcheurs et d'agriculteurs parmi la population rurale pauvre dans la zone d'intervention du projet.
11. **Couverture et durée du projet.** Le projet couvrira deux districts du Baloutchistan, Gwadar et Lasbela, et bénéficiera directement à environ 100 000 ménages sur un total de 133 087, au cours d'une période de six ans (2020-2025).
12. **Zone d'intervention.** Le projet s'étendra à 400 villages, relevant de 45 conseils ruraux, dans les districts de Gwadar et Lasbela. La filière pêche, qui constitue le principal sous-secteur où la majorité des ménages puisent leurs moyens d'existence dans la zone du projet, se caractérise par un accès difficile à la mer, un taux élevé de gaspillage et l'exploitation des populations par les intermédiaires. L'agriculture irriguée et pluviale, l'élevage et la main-d'œuvre journalière offrent d'autres sources importantes de moyens d'existence. Le secteur de l'élevage souffre de faibles niveaux de production, de mauvaises pratiques et de l'absence de services de vulgarisation. Les filières agricoles sont aussi fragmentées et caractérisées par une faible productivité. La plupart des villages situés dans les districts cibles se heurtent encore à un déficit d'infrastructures de base, demeurent mal connectés aux marchés et peinent à accéder aux financements.
13. **Groupes cibles.** Les principaux groupes cibles du projet sont les ménages ruraux extrêmement pauvres et pauvres (tranche 0-40 dans la fiche de notation de la pauvreté) des deux districts. Quelque 100 000 ménages pauvres (tranche 0-40) bénéficieront d'une palette d'interventions destinées à les aider à accéder à des niveaux supérieurs de bien-être économique. Les femmes et les jeunes seront plus particulièrement ciblés, afin qu'ils puissent acquérir des compétences rémunératrices, se former pour créer leur entreprise et accéder à des financements. Environ 50 000 artisans pêcheurs seront organisés en coopératives, ce qui augmentera leurs revenus issus de la pêche durable. Il sera fait appel au secteur privé afin de conclure des partenariats public-privé-producteurs (4P) "gagnant-gagnant" avec les pêcheurs, les cultivateurs et les éleveurs. La capacité des départements partenaires sera renforcée dans le domaine des politiques, de la réglementation et de la mise en œuvre.
14. **Cohérence avec les politiques du FIDA.** Le projet est en cohérence avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 et ses trois objectifs stratégiques: i) renforcer les capacités productives des populations rurales pauvres; ii) accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché; iii) renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales pauvres. Il fait aussi écho aux priorités institutionnelles fixées pour FIDA11. Les objectifs et les interventions du projet s'inscrivent également dans le droit fil des objectifs stratégiques et du cadre de résultats du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour le Pakistan 2016-2021.

B. Composantes, résultats et activités

15. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) développement communautaire; ii) développement des filières de la pêche; iii) gestion de projet et appui aux politiques.
16. La **première composante – développement communautaire (29 millions d'USD)** vise à permettre aux communautés rurales d'améliorer durablement

leurs moyens d'existence. Elle comprend les trois sous-composantes suivantes:

- 1.1) la mobilisation sociale, qui permettra de faire participer les ménages bénéficiaires cibles avec l'aide d'un partenaire chargé de la mobilisation sociale et de formuler 45 plans de développement pour les conseils ruraux;
- 1.2) l'affranchissement de la pauvreté, qui s'axera sur la fourniture de moyens de production aux personnes extrêmement pauvres, l'offre d'une formation technique et entrepreneuriale aux pauvres, l'autonomisation des femmes et l'emploi des jeunes;
- 1.3) l'infrastructure sociale et économique, sous-composante qui portera sur les priorités recensées dans les plans de développement des conseils ruraux (800 infrastructures communautaires matérielles) et la construction de routes reliant les exploitations aux marchés. Cette composante comprend également des interventions spécifiques en faveur du développement de l'agriculture climatiquement rationnelle et de l'amélioration de la nutrition des ménages, qui seront menées en collaboration avec la FAO et le PAM.

17. La **deuxième composante – développement des filières de la pêche (39,7 millions d'USD)** vise à accroître les revenus des communautés d'artisans pêcheurs (50 000 pêcheurs). La sous-composante 2.1, axée sur le cadre des secteurs d'activité 4P, sera mise en place dans 30 sites de débarquement, avec la participation de coopératives professionnelles de ménages de pêcheurs, d'usines dirigées par le secteur privé, d'intermédiaires, d'établissements bancaires et du Département des pêches. Les petites embarcations seront modernisées et les jeunes issus des ménages pauvres recevront une formation et un accès au crédit pour développer une activité de pêche prospère. Au sein des ménages de pêcheurs, les femmes participeront au projet par l'intermédiaire des centres de ressources pour les femmes et acquerront des compétences rémunératrices, y compris pour la transformation du poisson et des produits à base de poisson, le classement et le conditionnement du poisson, la fabrication de filets et d'autres activités. La finalité est d'améliorer la qualité des captures acheminées jusqu'aux usines, de réduire le gaspillage, d'étendre les circuits de commercialisation et de gérer durablement la ressource en poisson. Il sera fait appel au secteur bancaire pour l'inclusion financière des pêcheurs. La sous-composante 2.2 permettra d'appuyer la construction de trois jetées et de l'infrastructure annexe dans les sites prioritaires. Des voies d'accès seront établies pour mieux relier huit plateformes de débarquement aux installations de transformation, aux marchés et au réseau routier à grand trafic. La sous-composante 2.3 vise à renforcer la capacité du Département des pêches en matière d'élaboration des politiques et de réglementation en vue d'une gestion durable des ressources halieutiques et de l'offre de services efficaces.
18. La **troisième composante – gestion de projet et appui aux politiques (3,99 millions d'USD)** prévoit la mise en place d'une unité de gestion du projet (UGP) à Quetta, épaulée par deux unités d'exécution du projet (l'une à Gwadar, l'autre à Lasbela), ainsi que l'offre d'une assistance technique à l'administration provinciale pour ce qui concerne la pertinence du projet (y compris l'épanouissement de la jeunesse), la nutrition et la sécurité alimentaire, la résilience aux changements climatiques, la pêche durable, l'ancrage institutionnel de l'approche du développement piloté par les communautés et l'exposition aux meilleures pratiques (par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud et triangulaire).

C. Théorie du changement

19. La théorie du changement élaborée pour le GLLSP II vise à accroître les revenus et à réduire la pauvreté parmi les petits paysans et les petits pêcheurs. Les bénéficiaires accèdent au niveau supérieur de bien-être économique en

acquérant des moyens de production et des capacités, tandis que les infrastructures et l'amélioration de l'accès aux marchés les aident à accroître leurs revenus. Les filières de la pêche aideront les pêcheurs à réduire le gaspillage après capture et à augmenter leurs revenus, grâce à des capacités améliorées, à des filières opérantes et à de meilleures infrastructures sur les sites de débarquement.

20. Les hypothèses sous-jacentes sont les suivantes: dans la quasi-totalité des conseils ruraux ciblés, les communautés peuvent s'appuyer sur des organisations communautaires/villageoises déjà en place pour plus d'inclusivité; un ensemble souple et adaptable d'interventions en faveur de l'affranchissement de la pauvreté; une approche genrée; la mise à disposition de ressources suffisantes, gage de l'intégration transversale des priorités; l'organisation des acteurs en coopératives, la gestion des infrastructures et la négociation collective.

D. Alignement, appropriation et partenariats

21. Les objectifs, interventions et effets escomptés inscrits dans le GLLSP II sont étroitement alignés sur: i) les priorités du Gouvernement du Baloutchistan en matière de développement socioéconomique; ii) au moins sept ODD, y compris l'ODD 1 (Pas de pauvreté), l'ODD 2 (Faim "zéro"), l'ODD 5 (Égalité entre les sexes), l'ODD 6 (Eau propre et assainissement), l'ODD 7 (Énergie propre et d'un coût abordable), l'ODD 10 (Inégalités réduites) et l'ODD 13 (Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques); iii) les objectifs énoncés dans le document Vision 2025 du Gouvernement pakistanais, à savoir la réduction de la pauvreté, l'amélioration du stockage de l'eau et de l'assainissement, la réduction de l'insécurité alimentaire et l'augmentation de la densité du réseau routier; iv) le Programme national d'affranchissement de la pauvreté (Ehsaas); v) le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025; vi) les objectifs envisagés pour le projet de Couloir économique Chine-Pakistan/l'initiative "Une ceinture, une route" de la République populaire de Chine.
22. **Partenariat avec la FAO et le PAM.** Le GLLSP II mettra à profit les savoir-faire respectifs de la FAO et du PAM dans les domaines de la résilience face aux changements climatiques au niveau de l'exploitation et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages.

E. Coût, avantages et financement

Coût

23. Le coût total du projet s'élève à 72,801 millions d'USD, qui seront investis sur six ans. Le FIDA accordera un prêt de 60,155 millions d'USD à des conditions mixtes au titre du Système d'allocation fondé sur la performance pour FIDA11, ainsi qu'un don de 3 millions d'USD. Les contributions du Gouvernement du Baloutchistan et des bénéficiaires totaliseront respectivement 8,654 millions d'USD et 0,992 million d'USD.
24. Les composantes 1 (développement communautaire) et 2 (développement des filières de la pêche) du projet sont partiellement comptabilisées comme financements en faveur de l'action climatique. Selon les méthodes appliquées par les banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, le montant total alloué par le FIDA au projet pour le financement de l'action climatique est estimé à titre préliminaire à 9,935 millions d'USD.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires			Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Contri- butions moné- taires	Contri- butions en nature	%	Contri- butions moné- taires	Contri- butions en nature	%	Montant
	1. Développement communautaire	24 429	84	2 490	9	-	778	3	-	1 340	5
2. Développement des filières de la pêche	32 497	82	440	1	-	214	1	-	6 626	17	39 778
3. Gestion de projet et appui aux politiques	3 228	81	70	2	-	-	-	-	689	17	3 987
Total	60 155	83	3 000	4	-	992	1	-	8 654	12	72 801

Tableau 2
Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires			Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Contri- butions moné- taires	Contri- butions en nature	%	Contri- butions moné- taires	Contri- butions en nature	%	Montant
	Dépenses d'investissement										
A. Travaux de génie civil/Infrastructure communautaire	25 210	86	-	-	-	790	3	-	3 261	11	29 261
B. Véhicules	231	61	-	-	-	-	-	-	148	39	379
C. Ordinateurs et matériel	109	12	-	-	-	-	-	-	783	88	893
D. Assistance technique, formation et études	3 957	55	2 784	39	-	101	1	-	313	4	7 155
E. Dons et subventions	26 002	88	216	1	-	101	0,3	-	3 243	11	29 562
Dépenses récurrentes											
A. Salaires et indemnités	1 700	95	-	-	-	-	-	-	81	5	1 781
B. Dépenses de fonctionnement	2 946	78	-	-	-	-	-	-	825	22	3 771
Total	60 155	83	3 000	4	-	992	1	-	8 654	12	72 801

Tableau 3
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante/ activités	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Développement communautaire													
Renforcement des capacités au service du développement participatif	164	42	82	21	90	23	42	11	9	2	-	-	387
Emploi des jeunes	348	13	886	33	966	36	452	17	-	-	-	-	2 653
Transfert d'actifs	1 354	21	2 582	41	2 414	38	-	-	-	-	-	-	6 350
Autonomisation des femmes	126	14	318	36	245	28	198	22	-	-	-	-	887
Routes reliant les exploitations aux marchés	1 688	25	3 364	50	1 691	25	-	-	-	-	-	-	6 742
Infrastructures communautaires matérielles	752	10	2 733	38	2 654	37	1 036	14	2	0,03	-	-	7 176
Interventions collaboratives	417	17	476	19	489	20	427	17	450	18	231	9	2 490
Appui à la mobilisation sociale	335	14	790	34	830	35	394	17	1	0,06	-	-	2 351
2. Développement des filières de la pêche													
Jetées et infrastructures annexes	123	1	3 070	34	5 721	63	72	1	70	1	70	1	9 126
Développement des filières de la pêche	2 097	9	3 811	17	2 155	10	4 103	19	8 095	37	1 864	8	22 125
Voies d'accès aux marchés au poisson	1 691	26	3 242	49	1 628	25	-	-	-	-	-	-	6 561
Renforcement des capacités – Département des pêches	1 211	81	290	19	-	-	-	-	-	-	-	-	1 502
Écloseries et innovations en aquaculture	-	-	101	22	110	24	121	26	132	28	-	-	464
3. Gestion de projet et appui aux politiques													
Gestion du projet	1009	27	513	14	534	14	535	14	550	15	553	15	3 694
Appui au développement institutionnel	40	13	43	15	46	16	50	17	54	19	60	21	293
Total	11 354	16	22 301	31	19 574	27	7 430	10	9 363	13	2 779	4	72 801

Stratégie et plan de financement et de cofinancement du projet

25. Le projet sera financé par un prêt du FIDA à hauteur de 60,155 millions d'USD (83%), consenti à des conditions mixtes au titre du cycle actuel du Système d'allocation fondé sur la performance. En outre, le FIDA octroiera un don de 3 millions d'USD (4%) pour toutes les activités d'assistance technique visant l'élaboration des politiques, la réglementation et l'institutionnalisation du développement piloté par les communautés. Le Gouvernement du Baloutchistan apportera une contribution de 8,654 millions d'USD (12%) au titre des fonds de contrepartie. Les bénéficiaires contribueront à hauteur de 0,992 million d'USD (1%) au projet, sous forme d'apports de contrepartie en numéraire, en nature, en équipements, en biens fonciers et en main-d'œuvre.

Décaissement

26. Dès satisfaction des conditions de décaissement, le FIDA versera une avance équivalant à six mois de dépenses autorisées, conformément au premier plan de travail et budget annuel (PTBA). Les décaissements ultérieurs se feront à la demande de l'UGP, qui soumettra des demandes de retrait étayées par des

états de dépenses. Le Gouvernement du Baloutchistan inscrira les obligations de financement de contrepartie dans son budget annuel de développement.

Résumé des avantages et analyse économique

27. Le GLLSP II procurera des avantages à près de 100 000 ménages, composés à au moins 50% de ménages pauvres (tranche 0-40 dans la fiche de notation de la pauvreté) et à plus de 50% de ménages dirigés par des femmes. Au total, 50 000 ménages extrêmement pauvres et pauvres bénéficieront des interventions axées sur l'affranchissement de la pauvreté pour accéder au niveau supérieur de bien-être économique. Les infrastructures communautaires matérielles profiteront de façon directe à environ 76 000 ménages, tandis que les 160 km de routes desservant les exploitations et les marchés au poisson bénéficieront à 16 000 ménages. En outre, 50 000 artisans pêcheurs tireront profit des infrastructures d'appui à la pêche et des interventions relatives aux filières. Environ 50% des bénéficiaires seront issus de ménages ordinaires.
28. Selon l'analyse financière de l'investissement consenti sur 20 ans en faveur du GLLSP II, la valeur actuelle nette est positive, avec 40,6 millions d'USD, tandis que le taux de rentabilité interne est évalué à 20,96%, un chiffre nettement supérieur au taux d'actualisation de 11,17%. Le taux de rentabilité économique interne, chiffré à 29,05%, démontre la viabilité de l'investissement proposé en faveur du projet, tandis que la valeur actuelle nette s'établit à 73,74 USD.

Stratégie de sortie et durabilité

29. **Stratégie de sortie.** Plusieurs éléments ont été mis en place pour favoriser une sortie organisée. Sont notamment prévus: i) le recours aux structures et modalités déjà en place; ii) la mise à profit du capital social (organisations communautaires/villageoises/organismes locaux d'appui); iii) la création par l'administration provinciale d'un mécanisme institutionnalisé; iv) le renforcement des filières de la pêche grâce aux partenariats 4P.
30. **Principaux facteurs favorisant la durabilité du projet.** Les principaux facteurs favorisant la durabilité des interventions du projet sont: i) la présence permanente de structures communautaires/villageoises à trois niveaux et d'organismes d'appui; ii) les passerelles tendues entre les communautés et les interventions menées au titre du programme Ehsaas du Gouvernement; iii) la prise en main par les communautés des infrastructures rurales; iv) l'adoption d'une approche 4P pour le développement des filières de la pêche, la politique halieutique à l'appui de la gestion durable et l'introduction d'une agriculture résiliente face aux changements climatiques; v) la maintenance des routes par le Département du génie civil, inscrite au budget ordinaire.

III. Risques

A. Risques et mesures d'atténuation

31. **Risques inhérents.** Les risques inhérents au GLLSP II placent le projet dans la catégorie des projets à risque "modéré". Le risque fiduciaire inhérent au Pakistan se maintient au niveau "modéré". Le Pakistan occupe la 117^e place sur 180 pays au classement 2018 de l'indice de perception de la corruption. Le Baloutchistan connaît des problèmes de sécurité depuis quelques années.
32. **Risques opérationnels.** Le tableau ci-dessous indique les risques opérationnels en présence et les mesures d'atténuation correspondantes qui peuvent être adoptées.

Tableau 4
Risques et mesures d'atténuation

<i>Risques</i>	<i>Évaluation du risque</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Politique/gouvernance	Moyen	Appui apporté dans le cadre du projet aux étages inférieurs de la gouvernance (sous-district) pour renforcer la décentralisation.
Macroéconomiques	Moyen	Dans le cadre d'un accord conclu avec le Fonds monétaire international, le Gouvernement a introduit les mesures nécessaires.
Stratégies et politiques sectorielles	Faible	Le Gouvernement met l'accent sur la réduction de la pauvreté et la protection sociale – le FIDA figure parmi les principaux contributeurs du nouveau programme d'affranchissement de la pauvreté.
Capacités institutionnelles	Moyen	Partenaires solides pour la mobilisation sociale et capacités techniques améliorées par une assistance technique.
Portefeuille	Faible	En bonne voie.
Fiduciaire		
Gestion financière	Moyen	Recrutement en temps opportun d'agents qualifiés en gestion des finances, achat d'un logiciel comptable adéquat et financement de contrepartie.
Passation des marchés	Moyen	Constitution d'une équipe spécialisée dans la passation de marchés au sein de l'UGP et recours aux marchés communautaires.
Environnement et climat	Moyen	Plans d'atténuation élaborés et dotés de ressources suffisantes.
Social	Faible	Participation accrue et équitable des communautés aux activités du projet.
Autres risques propres au projet	Moyen	Les capacités techniques liées au projet seront renforcées.
Risque global	Moyen	Démarche globale, couplée à l'allocation de ressources, à une collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome et à une participation à l'élaboration des politiques.

B. Catégorie environnementale et sociale

33. Aucun déplacement de population ou cession involontaire de terres productives n'est prévu aux fins des activités du projet. L'approbation des tracés et du dimensionnement des routes sera subordonnée à la réalisation préalable d'un diagnostic environnemental. Le projet est classé dans la catégorie environnementale et sociale B.

C. Classement du risque climatique

34. Dans la zone du projet, le climat est généralement aride, caractérisé par de faibles précipitations annuelles. De larges secteurs du littoral n'ont reçu aucune pluie pendant la période 2013-2018. La zone est aussi sujette à des crues éclaircies lorsqu'il pleut. La bande côtière est par ailleurs exposée aux cyclones et aux vents violents, particulièrement pendant la mousson. Les projections actuelles montrent qu'il est hautement probable que les températures de surface se réchauffent dans la zone du projet au cours des 30 prochaines années et que le régime de précipitations devienne erratique. L'approche et les

interventions du projet visent à améliorer la résilience des communautés face aux changements climatiques.

Le projet est classé projet à haut risque.

D. Soutenabilité de la dette

35. À la fin du deuxième trimestre 2019, la dette extérieure du Pakistan s'était accentuée, atteignant 106,3 milliards d'USD, contre 105,8 milliards d'USD à la fin du premier trimestre. L'accroissement de la dette extérieure est la solution à court terme choisie par le Gouvernement pour rembourser ses titres de créance internationaux et témoigne de l'incapacité de ce dernier à attirer suffisamment de capitaux non générateurs d'endettement. En mai 2019, le Pakistan a accepté un prêt de renflouement de 6 milliards d'USD du Fonds monétaire international pour soutenir son économie anémique et faire face au fardeau croissant de la dette.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

36. La Division des affaires économiques du Gouvernement pakistanais sera l'organisation de coordination au niveau fédéral, tandis que le Département de la planification et du développement du Gouvernement du Baloutchistan sera l'organisme d'exécution. Un comité de pilotage du projet de niveau provincial, présidé par le secrétaire principal auxiliaire, assurera la supervision et la gouvernance du projet. Une UGP, dirigée par un directeur de projet et rendant compte au comité de pilotage du projet, sera chargée de la planification, de la coordination, de la gestion financière, de la passation des marchés et du suivi-évaluation (S&E) des activités du projet. L'UGP mise en place pour le GLLSP I sera transférée à la deuxième phase du projet après évaluation. Le ou les partenaires de la mobilisation sociale, qui seront sélectionnés sur concours, mettront en œuvre la composante relative au développement communautaire, tandis que la construction des routes sera gérée par le Département du génie civil. Le ou les partenaires d'exécution informeront un coordonnateur désigné/gestionnaire d'activité au niveau du département et des districts. Le manuel d'exécution du projet sera diffusé au démarrage de ce dernier.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

37. Le risque global lié à la gestion financière est jugé modéré. Lors de précédents projets menés au Baloutchistan, le personnel financier a été nommé tardivement, ce qui a eu une incidence négative sur la gestion financière. Pour le GLLSP II, une équipe financière compétente, dirigée par un directeur financier, sera affectée à l'UGP pour la gestion des budgets et des finances du projet. L'UGP à Quetta assurera intégralement la gestion financière du projet.
38. **Flux de fonds.** Des comptes désignés distincts seront établis pour le prêt et le don accordés par le FIDA, et les fonds de contrepartie du Gouvernement. Les contributions des bénéficiaires seront enregistrées et déclarées par le partenaire de la mobilisation sociale. L'UGP mettra à jour dans son système comptable les informations relatives à l'utilisation de toutes les sources de fonds, y compris les contributions des bénéficiaires.
39. L'UGP préparera les PTBA, qui constitueront le principal instrument de gestion financière, de contrôle des dépenses, de communication de l'information et de déblocage des fonds. Les PTBA seront transmis au FIDA pour approbation tacite avant la fin du mois de mars pour l'exercice débutant au mois de juin de la même année.
40. Un logiciel comptable adapté, permettant la gestion de comptes d'activité séparés, sera acheté et installé en amont. Des normes comptables reconnues

au niveau international seront suivies. La tenue des comptes se fera conformément au Règlement général financier, adapté comme de besoin à la nature plurisectorielle et participative du projet.

41. **Audit interne.** L'absence d'audit interne a porté préjudice à divers projets menés antérieurement et engendré un suivi insuffisant à l'échelle provinciale, ainsi que plusieurs problèmes au niveau des contrôles internes. Il convient de faire appel aux services d'un cabinet d'audit, qui sera chargé d'effectuer des audits internes réguliers pour compléter le travail du commissaire aux comptes. Le cabinet d'audit soumettra des rapports trimestriels sur les activités du partenaire de la mobilisation sociale et des partenaires d'exécution.
42. **Audit.** La vérification des comptes du projet sera effectuée dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice financier par le Vérificateur général du Pakistan, par l'intermédiaire de son Directeur général provincial de la vérification des comptes à Quetta. Les normes de vérification des comptes adoptées doivent être jugées acceptables par le FIDA. À chaque audit, le rapport de vérification des comptes sera transmis au Département de la planification et du développement et au FIDA dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.
43. **Passation des marchés.** La passation des marchés sera conforme à la loi portant création de l'Autorité de régulation des marchés publics du Baloutchistan, dans la mesure où elle est compatible avec les Directives du FIDA relatives à la passation de marchés dans le cadre des projets et avec l'accord de financement. Une entité spéciale pour la passation des marchés sera affectée au GLLSP II et rendra compte au directeur du projet. Le premier plan de passation des marchés sera établi pour une période de 18 mois et sera inclus dans le manuel d'exécution du projet et dans le premier PTBA.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

44. Une enquête de référence sera réalisée par une tierce partie pour référencer les principaux indicateurs de résultat et d'effet.
45. Le PTBA sera le principal outil de planification et d'exécution du projet et sera établi sur le modèle du cadre logique du projet et assorti d'indicateurs de suivi clairement définis.
46. **Planification et examens des progrès par trimestre et par année.** L'UGP assurera la planification et l'examen des progrès enregistrés sur une base trimestrielle et annuelle afin de faire le bilan de l'avancement du projet et de planifier les activités du trimestre et de l'année qui suivent. Le comité de pilotage du projet se réunira deux fois par an pour examiner les progrès et approuver le plan.
47. **Suivi-évaluation.** Les résultats du projet seront mesurés au niveau des produits, des effets et des résultats à l'aide des indicateurs figurant dans le cadre logique du projet. Un plan de suivi-évaluation jettera les bases des activités annuelles de S&E. Dans la mesure du possible, tous les indicateurs seront ventilés par sexe.
48. Outre les activités régulières de S&E interne des interventions, de la qualité et des impacts du projet, l'équipe du GLLSP II conduira des évaluations périodiques de l'impact pour les interventions clés en s'appuyant sur les ressources internes du projet et, au besoin, sur une assistance externe.
49. Un chargé du S&E affecté à l'UGP sera chargé d'élaborer une stratégie de gestion des savoirs et de communication pour le projet dans les six mois suivant le démarrage du projet. Cette stratégie sera conforme à la Stratégie de gestion des savoirs du FIDA, qui a été récemment dévoilée (EB

2019/126/R.2/Rev.1).

Par l'intermédiaire de manifestations annuelles, le projet créera des plateformes provinciales de partage des savoirs. Le bureau de pays du FIDA facilitera la capitalisation des enseignements et la mutualisation des expériences entre le GLLSP II et d'autres projets financés par le FIDA dans le pays.

Innovation et reproduction à plus grande échelle

50. La structure actuelle du projet comprend des éléments novateurs destinés à améliorer l'approche globale participative du développement socioéconomique des conseils ruraux en zones rurales pauvres. Le GLLSP II démontrera également qu'il est viable d'établir un système institutionnalisé en vue du transfert des financements pour le développement aux organisations communautaires/villageoises. Dans sa conception, le projet vise aussi le développement d'une filière 4P pour le secteur halieutique, où seront associés les pêcheurs, le Gouvernement et le secteur privé. Enfin, le GLLSP II permettra d'expérimenter certaines approches technologiques innovantes afin d'améliorer l'accès des petits paysans et des pêcheurs ruraux à la finance et aux marchés, au moyen de la finance électronique et du commerce électronique.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

51. Le Gouvernement du Baloutchistan conservera l'UGP du projet GLLSP I jusqu'au 31 mars 2020 afin d'achever un certain nombre d'activités préparatoires (enquête sur les jeunes, faisabilité des jetées, élaboration d'un plan d'activité pour les coopératives existantes, données sur la passation de marchés pour le comité de pilotage, etc.) et de favoriser un démarrage rapide du GLLSP II. L'UGP du GLLSP I sera ensuite transférée à la phase II, après évaluation.
52. Le PC-I sera préparé pendant que le processus d'approbation du rapport de conception du projet suit son cours au FIDA, afin de veiller à l'approbation rapide du projet par les autorités provinciales et fédérales. Pour éviter les retards dans l'ouverture des comptes de projet, le processus sera lancé dès que l'accord de financement sera signé.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

53. **Supervision du FIDA.** Le projet bénéficiera de deux missions annuelles du FIDA: une mission complète de supervision et une mission d'appui à l'exécution pour le suivi des accords de supervision et des mesures recommandées.
54. Un examen à mi-parcours sera réalisé à la fin de la troisième année afin de faire le bilan des progrès accomplis, de dégager des enseignements du projet et de prendre toute mesure corrective nécessaire à l'amélioration de la performance et de l'impact.
55. **Achèvement du projet.** Le rapport d'achèvement de projet sera établi vers la fin de la sixième année du projet. Les ressources nécessaires à cet exercice sont budgétisées dans le rapport de conception du projet.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

56. Un accord de financement entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'Emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
57. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.

58. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

59. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à soixante millions cent cinquante-cinq mille dollars des États-Unis (60 155 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un don d'un montant équivalant à trois millions de dollars des États-Unis (3 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Houngbo

Negotiated financing agreement

Negotiated financing agreement: "Gwadar-Lasbela Livelihoods Support Project - II"

(Negotiations concluded on 3 February 2020)

Loan No: _____

Grant No: _____

Project name: Gwadar-Lasbela Livelihoods Support Project - II ("the Project")

Islamic Republic of Pakistan ("The Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

WHEREAS the Borrower/Recipient has requested a loan and a grant from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, The Borrower/Recipient and IFAD entered into a previous Financing Agreement in the amount of eighteen million five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 18 550 000) for the purpose of financing the Project "Gwadar-Lasbela Livelihoods Support Project I", completed on 30 September 2019.

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Programme Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2018, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.

3. The Fund shall provide a Loan and a Grant (the "Financing") to the Borrower/Recipient, which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. A. The amount of the loan is forty three million six hundred and eighty seven thousand Special Drawing Rights (SDR 43 687 000); and
- B. The amount of the grant is two million one hundred and seventy nine thousand Special Drawing Rights (SDR 2 179 000).

2. The Loan is granted on blend terms and shall be subject to interest on the principal amount outstanding and a service charge as determined by the Fund at the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board. The interest rate and service charge determined will be fixed for the life cycle of the loan and payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be in United States Dollar (USD).
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.
5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 March and 15 September, with payment of principal commencing on 15 September 2025.
6. As per practice in the Islamic Republic of Pakistan, IFAD will transfer the proceeds of the Financing (the loan and the grant) to a State Bank of Pakistan foreign aid account in USD. The State Bank of Pakistan will channel in PAK Rupees the equivalent amounts of the loan and grant in the respective PAK Rupees Project Designated Accounts.
7. There shall be two Project Accounts in PAK Rupees (one for the loan and one for the grant) for the project operations at the National Bank of Pakistan.
8. The Borrower/Recipient shall cause the provincial Government of Balochistan (GoB) to provide counterpart financing for the Project in the amount of eight million six hundred fifty four thousand United States dollars (USD 8 654 000) to meet the tax obligations and provide counterpart financing for community development and project management. The Borrower/Recipient shall cause GoB to deposit counterpart financing in a separate account which will be governed according to national procedures.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Planning and Development Department of GoB.
2. The following are designated as additional Project Parties: Government Line Agencies such as the Fisheries Department, Communication and Works Departments, and Technical partners recruited through a competitive process, among others.
3. A Mid-Term Review will be conducted in the last quarter of third year of the project lifecycle; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project. IFAD may appoint an external agency to evaluate the impact of the Project, if necessary.
4. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be 6 months later, or such other date as the Fund may designate by notice to the Borrower/Recipient.
5. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with the guidelines of the Balochistan Public Procurement Regulatory Authority (BPPRA) to the extent of their consistency with IFAD Procurement Guidelines and Procurement Handbook.

Section D

The Fund will administer the Loan and Grant and supervise the Project.

Section E

1. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The first AWP&B and procurement plan shall have been approved;
- (b) The Designated Accounts shall have been duly opened;
- (c) Appointment of a full time Project Director and Finance Manager has received IFAD's No Objection and core staff shall have been duly appointed; and
- (d) The Programme Implementation Manual, including the Finance and Administration Manual, shall have been duly approved.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Secretary
Economic Affairs Division
Government of Pakistan
Block C, PAK Secretariat
Islamabad (Pakistan)

Fax number: +92519104016

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, [dated _____], has been prepared in the English language in two (2) originals, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient and shall enter into force upon its signature of both Parties on the date of countersignature.

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

Authorised Representative Name and Title

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Gilbert F. Houngbo
President

Schedule 1

Programme Description and Implementation Arrangements

I. Programme Description

1. *Target Population.* The target groups for the project are the ultra-poor and poor rural households of the two districts (Gwadar and Lasbela) of Balochistan province. The project will benefit to 100,000 households approximately.
2. *Project area.* The Project will be operated in Gwadar and Lasbela Districts in Balochistan and will cover all the 400 villages of the 45 Union Councils of these two districts.
3. *Objectives.* The objective of the Project is to sustainably increase the incomes and enhance the livelihoods of the rural poor fishermen's and agricultural households in the project area.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components:

Component 1: Community Development aims at enabling rural communities to sustainably improve their livelihoods. This component consists of three sub-components (1.1) the social mobilization sub-component will engage the target beneficiary households, with the help of a social mobilization partner and prepare 45 Union council development plans (UCDPs). The poverty graduation sub-component (1.2) will focus on the provision of productive assets to ultra-poor, technical and enterprise training for poor, women empowerment and youth employment; and, the social and economic infrastructure sub-component (1.3) will address the priorities identified through the UCDPs (800 CPIs) and farm to market roads. The component also has specific interventions to increase climate smart agriculture and household nutrition improvements in collaboration with FAO and WFP, respectively.

Component 2: Fisheries Value Chain Development aims at improving small fishing communities' incomes and includes three sub-components: (2.1) Establishing 4Ps: to support the establishment of market-driven 4Ps/partnership between Organized Fishermen, fishery processing factories, banks and line departments; (2.2) Economic Infrastructure for Value Chain Fishery Development: to finance enabling infrastructure development for the Balochistan Value chain Development, including the construction of jetties; (2.3) Capacity building and institutional strengthening: to build the capacity of the Fisheries Department with regards to policy and regulations for sustainable management of fisheries resource and the provision of effective services.

Component 3: Project Management and Policy Support.

II. Implementation Arrangements

5. *Lead Project Agency.* The Lead Project Agency shall be the Planning and Development Department of the provincial Government of Balochistan (GoB).
6. *Federal level.* The Economic Affairs Division (EAD) of the Borrower/Recipient shall be the main coordinating agency for the implementation of the Programme at the federal level.
7. *Project Steering Committee (PSC).* The policy level guidance, coordination and oversight will be provided by a Project Steering Committee. The PSC will grant approval of AWPBs, PPs and conduct regular progress reviews of the project. The PSC will have the minimum following composition and will be formally notified prior to start of the project: Additional Chief Secretary (ACS) Development (Chairman); Secretary Planning and Development Department (Member); Secretary Finance Department (Member); Secretary

Fisheries Department (Member); Secretary C&W Department (Member); Secretary Agriculture and Livestock Department (Member); The Project Director (GLLSP-II) will act as secretary of the PSC.

8. *Project Management Unit (PMU)*. A PMU shall be established and operate as an autonomous institution headed by a Programme Director. The PMU will report to the steering committee at least twice a year. The PMU will be responsible for all GLLSP 2 operational and financial aspects including programme, finance, procurement and human resource management as well as Monitoring and Evaluation (M&E). The PMU will be based in Quetta with two sub offices, one in Gwadar and one in Lasbela. The PMU shall also assist government departments in policy development and implementation. The PMU shall ensure that gender, youth, environment, knowledge management and communication considerations are integrated into all aspects of Programme management and implementation. The Fund's no objection shall be received before the appointment or dismissal of the Programme Director, Finance Manager, M&E and other key Programme personnel.

9. *Mid-Term Review*. The Economic Affairs Division, the lead Programme Agency and the Fund shall jointly carry out a Mid-Term Review of Programme implementation no later than the end of Programme Year 3 based on terms of reference prepared by the Lead Programme Agency in consultation with the EAD and satisfactory to the Fund.

10. *Project Implementation Manual*. The Lead Programme Agency shall submit a Programme Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund within the first 3 months after effectiveness.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan/Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures (defined in GC Section 4.08) to be financed by the IFAD Loan and the IFAD Grant; the allocation of the amounts of the IFAD Loan and the IFAD Grant to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category: (see GC Section 4.07(a)).

Category	IFAD Loan Amount (in SDR)	IFAD Grant Amount (in SDR)	Percentage
I. Civil Work	16 477 000		100% net of taxes, government and beneficiaries contribution
II. Equipment, Goods, and Vehicles	222 000		100% net of taxes and government contribution
III. Technical Assistance, Training and Studies	2 587 000	1 820 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contribution
IV. Grants & Subsidies	16 996 000	142 000	100% net of taxes, government and beneficiaries contribution
V. Operating Cost	3 037 000		100% net of taxes and government contribution
Unallocated	4 368 000	217 000	
Total	43 687 000	2 179 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

- (i) Category I "Civil Work" includes inter alia costs of rural roads, community productive infrastructure, construction of jetties and allied infrastructure and fish market access roads to be financed from IFAD loan net of taxes and beneficiary contributions.
- (ii) Category II "Equipment, Goods and Vehicles" includes equipment, materials, goods and vehicles to be financed 100% from IFAD loan net of taxes and duties.
- (iii) Category III "Technical Assistance, Training and Studies" includes inter alia capacity building, knowledge management & communication, evaluation & studies, MIS, M&E and accounting software, institutionalization support.
- (iv) Category IV "Grants" includes inter alia poverty graduation and empowerment, collaborative interventions and 4Ps model for market access of capacity building of value chain actors.
- (v) Category V "Operating Cost" includes inter alia salaries, allowances and operating costs for Project Management Units in Gwadar and Lasbella to be financed from IFAD loan net of taxes. For the Planning and Development Department only TA/DA for staff to be financed 100% from IFAD loan, all other associated cost to be covered by the government of Balochistan.

2. *Disbursement arrangements. Retroactive financing.* As an exception to section 4.08(a) (ii) of the General Conditions, an amount not exceeding five hundred thousand United States dollars (USD 500 000) to cover the costs incurred after the fund's approval of the Financing and before the entry into force of this Agreement shall be considered eligible for activities relating to: investment costs or studies and recurrent cost for key project staff. Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no objection from IFAD to be considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed by the Financing to the Borrower/Recipient after the entry into force of this Agreement and once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.1 are fulfilled.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a) (xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower/Recipient to request withdrawals from the Loan/Grant Account if the Borrower/Recipient has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within 6 months of entry into force of the Financing Agreement, the Project will procure and install a customize accounting software as it is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. *Compliance with the Social Environmental and Climate Assessment Procedures (SECAP).* The Borrower/Recipient, through the Project Parties, shall ensure that the Project will be implemented in compliance with IFAD's SECAP.
3. *Anticorruption Measures.* The Borrower/Recipient, through the Project Parties, shall comply with IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
4. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower/Recipient, through the Project Parties, shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Baseline survey, surveys	annual, Mid-Term, completion	PMU, SMP, IFAD	A baseline survey is conducted to establish the baseline Project approach and timelines are adhered to An efficient M&E system is developed and implemented
	Females - Number		78000	110000				
	Males - Number		52000	100000				
	Young - Number		65000	105000				
	Not Young - Number		65000	105000				
	Total number of		130000	210000				
	1.a Corresponding number of households reached				Baseline survey, surveys	annual, Mid-Term, completion	PMU, SMP, IFAD	
Households - Number		40000	100500					
1.b Estimated corresponding total number of households members				Baseline survey, surveys	annual, Mid-Term, completion	PMU, NRSP, IFAD		
Household members - Number of people		191400	641000					
Project Goal A sustainable model of decentralized and integrated	No. of organized villages with access to annual government development				completion survey	end of project	PMU	All ultra-poor and poor households are members of COs
	organized villages - Percentage (%)		50	90				
Development Objective Increase in a sustainable manner the incomes and enhance the livelihoods of rural poor fisherfolk and agriculture households in the project area	No. of small holder farmer and fishermen hhs reporting improved incomes				M&E surveys, NRSP records,	annual, ad hoc assessment	PMU, NRSP, IFAD	Updated BISP data on poverty available for targeting. Targeting guidelines available, NRSP staff trained and transparent targeting process implemented
	households - Number		30000	75000				
	1.2.8 Women reporting improved quality of their diets				M&E surveys, NRSP records, progress reports	annual, ad hoc assessment	PMU, NRSP, IFAD	
	Women reporting improved quality of their diets - Number							
Percentage - Percentage (%)		30	60					
Outcome 1. Improved capacity of ultra-poor and poor hhs and small	1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies				outcome survey	annual	PMU	communities are willing to participate in project activities
	Households - Percentage (%)		50	70				
Output 1.1 Holistic UC Development Plans prepared	UC Development Plans developed				progress reports	quarterly and annual	PMU, NRSP	Capable Social Mobilization services providers available and
	development plans - Number		45	45				
Output 1.2 Training and productive assets provided to ultra-poor households (0-11)	Rural Households provided with productive assets				NRSP reports, invoices from	quarterly and annual	PMU, NRSP	Careful assessment of each household's potential and endowments
	rural hh - Number		8500	8500				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies							
Total persons trained in crop - Number of people		20000	30000					
Output 1.3 Skills and enterprise training and start-up packages provided to poor households	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological				NRSP reports, invoices from providers, PMU reports	quarterly and annual	PMU, NRSP	Careful assessment of each household's potential and endowments
	Females - Number		8000	10000				
	Males - Number							
Young - Number		20000	30000					
Output 1.4 Women empowerment facilitated through awareness /training on nutrition, climate change, food security and	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition				NRSP reports, invoices from providers, PMU	quarterly and annual	PMU, NRSP	Project strategy for gender, youth, climate and nutrition prepared No social and cultural barriers that prevent
	Households - Number							
	Females - Number		8500	8500				
2.1.2 Persons trained in income-generating activities or business				NRSP reports, invoices from	quarterly and annual	PMU, NRSP		
Females - Number		5000	10000					

Outcome 2. Improved socio-economic infrastructure	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets,		Assessments, PMU, NRSP reports	quarterly, annual	PMU, NRSP	Baseline established
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	42300	72800			
Output 2.1 Community prioritized infrastructure	Drinking water/irrigation/sanitation and innovative schemes constructed		contract registers, UC Development Plans	quarterly, annual	NRSP, PMU	Transparent selection/prioritization criteria established
	total schemes - Number	400	800			
	irrigation schemes - Number					
Output 2.2 Priority roads from farm or landing sites to markets	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded		contract registers, UC Development Plans	quarterly, annual	NRSP, PMU	Transparent selection/prioritization criteria established
	Length of roads - Length (km)	80	160			
Outcome 3. Small fisherfolk benefit from upgraded and inclusive value chain leading to reduced waste and improved incomes	1.2.4 Households reporting an increase in production		Ad hoc, mid-term and PCR assessments	annual, completion	PMU, NRSP	No significant reduction in fish catch from disease or fish stocks in the project districts; Implementation as per planned schedule; Communities actively participate in entire
	Households - Percentage (%)	30	70			
	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal		Ad hoc, mid-term and PCR assessments	annual, completion	PMU, NRSP	
	Number of POs - Number					
	Percentage of POs - Percentage (%)	11	40			
Output 3.1 Jetties and allied infrastructure constructed/rehabilitated/upgraded	number of infrastructure sites upgraded		contract registers, assessments	quarterly and annual	PMU/Fisheries Department	Fisheries Department is responsive with efficient staff
	fish landing platforms - Number	8	30			
	sites jetties and allied infrastructure - Number	3	3			
Output 3.2 Fisherfolk Organized in Cooperatives, 4-P based value chains developed and youth facilitated to develop fisheries income streams	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies		M&E reports, NIRSP reports	quarterly, annually	PMU, NRSP	No socio-cultural barriers for the participation of poorest and marginalized households
	Men trained in fishery - Number	20000	50000			
	Women trained in fishery - Number					
	Young people trained in fishery - Number					
Output 3.3 Access to finance and market	1.1.5 Persons in rural areas accessing financial services		M&E reports, NIRSP reports	yearly	PMU	beneficiaries willing to use financial services
	Total persons accessing financial services - credit - Number of people	1000	20000			
Outcome 4. Policy reform/dialogue, communication and knowledge sharing	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to		PMU reports	yearly	PMU	dedicated KM team is in place
	Number - Number		5			
	Knowledge and communication products		PMU reports, mass media	yearly	PMU	
	products - Number	6	15			